



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

Mme. Lexane PICAULT

DRF/IRFU/DIS/LRI

Téléphone : 01.69.08.62.19

lexane.picault@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

M. Antoine MAINARDIS

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.73.45

antoine.mainardis@cea.fr

Réalisation de chambres à vide fentes-SEM

PROJET TITAN

Référence projet de marché n°B24-05561-AM

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame**, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET.....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - DEFINITION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	6
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - QUALITE	8
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES.....	8
ARTICLE 10 - REUNIONS	9
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	9
ARTICLE 12 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE	10
ARTICLE 13 - LIVRAISON	10
ARTICLE 14 - CONTROLES TECHNIQUES ET ESSAIS SUR SITE.....	11
ARTICLE 15 - RECEPTIONS.....	12
ARTICLE 16 - GARANTIE.....	12
ARTICLE 17 - DELAIS D'EXECUTION	13
ARTICLE 18 - MONTANT.....	14
ARTICLE 19 - REGIME FISCAL	15
ARTICLE 20 - ACTUALISATION.....	15
ARTICLE 21 - AVANCE.....	16
ARTICLE 22 - CONDITIONS DE FACTURATION	17
ARTICLE 23 - CONDITIONS DE PAIEMENT	19
ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE	19





ARTICLE 25 - CONFIDENTIALITE19

ARTICLE 26 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....19

ARTICLE 27 - PENALITES.....19

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....21

ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE).....25

PREAMBULE

Le présent marché fait partie du projet TITAN portant sur la réalisation par le CEA du dispositif de tests MERCURE, basé sur la technologie de la neutronographie.

Ce dispositif de tests doit s'interfacer avec l'accélérateur de protons existant IPHI (Injecteur de Protons de Haute Intensité) et devra s'intégrer dans l'environnement existant (servitudes et infrastructures) de l'installation 218 sur le site CEA de Saclay.

Pour réaliser ce dispositif de tests, le CEA doit acquérir un certain nombre d'équipements et adapter son infrastructure. Le présent marché est un marché de défense et de sécurité au sens du Code de la commande publique (CCP), livre III « dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité » de la partie II du CCP.

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de chambres à vide fentes-SEM ci-après dénommée la « Fourniture ».

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale, Institut de la Recherche sur les lois Fondamentales de l'Univers (IRFU).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le dossier de consultation du CEA référencé B24-05561-AM, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - Les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé Irfu/Titan-24-179 du 07/11/2024,
 - Le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - La consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,

- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- À titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée datée du (à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.1 Partie forfaitaire

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent comme suit, conformément aux Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 *supra* :

- l'industrialisation de la Fourniture (trois chambres fentes-SEM),
- la fabrication de la Fourniture et des pièces associées.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire devra respecter le point de validation mentionné au §4 des Spécifications Techniques (démarrage de la fabrication).

Ce point de validation constitue un jalon contractuel nécessitant la validation des livrables d'étude par le CEA avant l'enclenchement des approvisionnements et de la réalisation de la Fourniture.

Le franchissement de ce jalon donnera lieu à l'établissement d'un PV signé contradictoirement par les Parties, la signature de ce PV ne diminuant en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'à la réception de la Fourniture.

3.2 Partie estimative : prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables portent sur des modifications mineures ou des prestations supplémentaires non couvertes par les Spécifications Techniques que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le présent marché.

Le CEA adressera un cahier des charges particulier au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître :

- Une proposition technique, pour répondre aux objectifs et aux résultats attendus définis dans le cahier des charges particulier ;
- Une proposition financière forfaitaire précisant : le nombre de jours d'intervention par qualification, les coûts de main d'œuvre (taux journaliers) conformément aux dispositions de

l'article « Montant » du marché et éventuellement les frais de déplacement ainsi que le coût des consommables nécessaires à la prestation ;

- Un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

L'accord du CEA sera formalisé par une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dont le modèle figure en annexe 2 faisant référence au devis présenté, dûment signée par le CEA et adressée au Titulaire pour signature. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu la demande du CEA signée.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage :

- À ce que l'Équipement soit livré dans un emballage constitué de biomatériaux, matières recyclées ou recyclables ;
- À optimiser le chargement des camions et le circuit de distribution pour la livraison de la Fourniture ;
- À privilégier des matériaux, matériel, outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2 ;
- À respecter les dispositions prévues dans son mémoire environnemental remis au titre de son offre.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Conformité aux normes

La Fourniture devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment aux normes mentionnées dans les Spécifications Techniques. Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail. Tout élément de la Fourniture sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et/ou anglaise et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à la Fourniture ou élément de la Fourniture.

7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

7.3 Horaires

7.3.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay et 7h30 à 20h, sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.3.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si la prestation doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable de l'Officier de Sécurité et du Chef d'Installation.

7.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes NF EN ISO 5817, ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Assurance de la Qualité particulier (PAQ) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ 7).

9.2 Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format et support des livrables

Le Titulaire présente les livrables dans un format compatible avec ceux du CEA. Les livrables documentaires sont rédigés en langue française. Toute version intermédiaire des livrables documentaires est transmissible sur simple demande du CEA au format Word ou PDF sur support Clé USB ou envoi par courriel. Les versions finales validées par le CEA sont remises à celui-ci au format Word ou PDF sur support Clé USB ou envoi par courriel. Pour les formats de fichiers de données techniques, le format d'échange pour le 3D est le STEP. Ce type de détail sera ajusté à la réunion d'enclenchement.

9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 10 - REUNIONS

10.1 Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions dans les conditions prévues dans les Spécifications Techniques (§ 11.3).

10.2 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Responsable technique	Mme Lexane PICAULT	01.69.08.62.19	lexane.picault@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique			

(À compléter par le soumissionnaire)

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE

La Fourniture réalisée par le Titulaire au titre du présent marché fera l'objet d'essais et de contrôles techniques en usine qui auront pour but de constater que ladite Fourniture atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans les Spécifications Techniques précitées. Ces essais et contrôles en usine sont détaillés dans le Spécifications Techniques (§6).

Ces essais et contrôles techniques seront effectués par le Titulaire. Le CEA se réserve le droit d'assister à ces essais et contrôles. Le Titulaire est tenu d'aviser le CEA Paris-Saclay quinze (15) jours ouvrés à l'avance de la date prévue pour ces essais et contrôles.

Ces essais et contrôles techniques, dont la date sera fixée d'un commun accord, seront contradictoires et donneront lieu à la signature d'un procès-verbal entre les responsables du Titulaire et du CEA.

La conduite satisfaisante des essais et contrôles techniques en usine ne dégage en rien le Titulaire de sa responsabilité, ce dernier restant tenu à une obligation de résultat jusqu'au prononcé de la réception de la Fourniture.

ARTICLE 13 - LIVRAISON

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que chaque livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA. La Fourniture sera livrée dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 391, pièce 21, 91191 Gif-sur-Yvette, entre 7

heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

Le nombre de colis

Le poids du colis

Le n° de commande (4000XXXXXX) et le destinataire final :

Sam RAZANI ou Raphael MEGEVAN /DRF/IRFU

01.69.08.61.79 ou 06.15.20.45.34

Bâtiment 127

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis.

Pour les colis respectant les dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 500 mm
- Hauteur : 1 650 mm
- Largeur : 1 200 mm
- Poids : 1 600 kg

Une palettisation au format EUROPAL doit être privilégiée. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis du bâtiment 627 vers le destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Le contrôle des marchandises est réalisé via une machine RX. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

Pour les colis hors gabarit et les colis dont le contenu est incompatible avec un contrôle radioscopique, les livreurs doivent prendre rendez-vous au préalable avec le destinataire final et se présenter à l'accueil Porte Nord le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final.

ARTICLE 14 - CONTROLES TECHNIQUES ET ESSAIS SUR SITE

14.1 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la Fourniture.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

14.2 Essais sur site

Les essais sur site seront effectués conformément aux prescriptions définies dans les Spécifications Techniques (§10) citées à l'article 2 du marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le CEA conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

ARTICLE 15 - RECEPTIONS

15.1 Réception de la Fourniture

La réception sera prononcée après livraison, contrôles visuels satisfaisants, essais sur site satisfaisants et acceptation par le CEA de **l'ensemble** des pièces de la Fourniture et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché. La réception emportera transfert de propriété de la Fourniture au bénéfice du CEA

15.2 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

15.3 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 16 - GARANTIE

16.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de la Fourniture, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

16.2 Périmètre de la garantie

- 16.2.1 La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections.
- 16.2.2 Dans l'hypothèse où les défauts constatés pendant la période garantie nécessitent une reprise des études, le Titulaire s'engage à corriger toute erreur de son fait, à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.
- Si le Titulaire ne respecte pas l'obligation ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité des Résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.
- 16.2.3 *Délais d'intervention pendant la garantie (ces délais sont à compléter par les soumissionnaires)*
- Pendant la période de garantie de la Fourniture, le Titulaire s'engage à intervenir sur site dans un délai de ___ heures / jours ouvrés, ramené à ___ heures / jours ouvrés en cas d'anomalie bloquante.
- De plus, le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de ___ jours ouvrés à compter du 1er jour de son intervention sur site.
- Au titre de la garantie, le Titulaire sera amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.
- 16.2.4 En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi de la Fourniture, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.
- Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de la Fourniture sur le site de Saclay.
- Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne pourra pas être supérieur à un (1) mois à compter de sa prise en charge. Le Titulaire aura à sa charge tous les frais liés au transport de la Fourniture (aller/retour).
- 16.2.5 La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire. La durée de la garantie sur l'ensemble de la Fourniture sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels la Fourniture n'aura pas pu être utilisée ou utilisée de manière incomplète par le CEA.

ARTICLE 17 - DELAIS D'EXECUTION

17.1 Partie forfaitaire

T0 étant la date de signature du marché par les Parties et T1 la date de démarrage de la fabrication de la Fourniture donnée par le CEA, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

Nota : Les délais figurant ci-dessous sont indicatifs et souhaités par le CEA. Dans son offre, chaque soumissionnaire veillera à s'en approcher ou à les optimiser. L'offre du soumissionnaire constituant

un engagement ferme et global, si elle est retenue, les délais figurant dans son offre deviendront contractuels et seront pris en compte dans le tableau ci-dessous.

Réunion d'enclenchement et remise des livrables correspondants	T0 + 2 semaines
Revue de fabrication et remise des livrables correspondants	T0 + 1 mois
Livraison de la matière première et remise des livrables correspondants	T0 + 2 mois
Démarrage de la fabrication	T1
Tests en usine	T1 + 4 mois
Livraison au CEA Paris-Saclay et remise des livrables correspondants	T1 + 4,5 mois (= T2)
Essais sur site et réception sans réserve	T2 + au maximum 3 mois
Garantie	12 mois après la réception sans réserve de la Fourniture

17.2 Partie estimative : sur devis préalable

Le Titulaire s'engage à respecter le délai de remise des devis ainsi que les délais d'exécution mentionnés dans son devis.

ARTICLE 18 - MONTANT

18.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de € H.T. (..... EUROS HORS TAXES). Il se décompose comme suit :

18.2 Partie forfaitaire (à compléter par le soumissionnaire)

Le montant total des prestations forfaitaires est fixé à la somme forfaitaire de € HT (..... HORS TAXES). Il se décompose comme suit :

- Phase d'industrialisation pour € HT
- Approvisionnements pour € HT
- Fabrication et livraison de la fourniture pour € HT.

18.3 Partie estimative : prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de € H.T. (..... EUROS HORS TAXES)

Ces prestations seront rémunérées sur la base des taux journaliers forfaitaires suivants :

- Qualification (à compléter par le soumissionnaire) € HT
- Qualification (à compléter par le soumissionnaire) € HT
- Qualification (à compléter par le soumissionnaire) € HT

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la prestation concernée ferme et forfaitaire.

- 18.3.1 Les montants plafonds mentionnés ci-dessus ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants indiqués ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

18.4 Caractère des prix

Les montants visés aux articles supra ont un caractère non révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

ARTICLE 19 - REGIME FISCAL

19.1 En provenance de la France

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

19.2 En provenance de l'Union Européenne (UE)

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

Le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sera acquitté directement par le CEA auprès du Trésor Public après l'introduction de la Fourniture sur le territoire français.

ARTICLE 20 - ACTUALISATION

Les prix ne sont pas actualisés si le marché est signé dans un délai de 3 mois à compter de la date de remise de l'offre. Si le marché est signé dans un délai supérieur, les montants figurant à l'article MONTANT seront actualisés par application de la formule suivante :

$$C = 0,60 \times (ICHT-IME / ICHT-IME_0) + 0,25 \times (Fsd1 / Fsd1_0) + 0,15 \times (CPF\ 24.10 / CPF\ 24.10_0)$$

Dans laquelle :



C	=	coefficient de révision,
ICHT-IME ₀	=	valeur de l'indice « coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques » publié au Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment du mois de xxx (mois de remise de l'offre),
FSD1 ₀	=	valeur de l'indice des Frais et Services Divers (modèle de référence n° 1) publié au Moniteur des travaux Publics du mois de xxx (mois de remise de l'offre),
CPF 24.10 ₀	=	valeur de l'indice « prix de production de l'industrie française pour le marché français – Produits en acier inoxydables avec NI >= 2,5% » publié par l'INSEE au mois de xxx (mois de remise de l'offre) – identifiant 010536479
FSD1, ICHT-IME, CPF 24.10	=	dernière valeur connue de ces mêmes indices à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

L'actualisation ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer l'actualisation des prix. L'application de la formule d'actualisation a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non actualisés et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

ARTICLE 21 - AVANCE

Note : cet article sera complété au moment de la signature du marché en fonction de la réponse du Titulaire. Veuillez indiquer dans votre offre si vous souhaitez vous octroyer cette avance

21.1 Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le Titulaire en fait la demande au moment de la remise de son offre et si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.
- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC

ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

21.2 Avance accordée au Titulaire

Le Titulaire déclare renoncer à l'avance.

OU

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à **5% ou 30%**.

21.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre des premiers termes de facturation jusqu'à apurement total de la somme correspondant au montant de l'avance.

21.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe ci-dessus. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 22 - CONDITIONS DE FACTURATION

22.1 Partie forfaitaire

22.1.1 *Echéancier de facturation des prestations* Le montant des prestations du présent marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 100% du montant HT de la partie industrialisation et les taxes correspondantes à la remise des livrables correspondants à l'industrialisation de la Fourniture et de la validation de ces derniers par le CEA.
- 100% du montant HT des approvisionnements et les taxes correspondantes à l'avancement de la constitution des approvisionnements après constatation de ces derniers par le CEA et fourniture du certificat matière associé.

- 50% du montant HT de la partie fabrication de chaque pièce de la Fourniture et les taxes correspondantes à la signature par les Parties des procès-verbaux de contrôles et essais en usine de la Fourniture.
- 50% du montant HT de la partie fabrication de chaque pièce de la Fourniture et les taxes correspondantes à la signature par les Parties du procès-verbal de réception sans réserve de la Fourniture.

22.2 Partie estimative : prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées, toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FMDP selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

22.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service : SAC-C ;
- le numéro de commande (n°4000.....)

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :



Numéro SIRET :

ARTICLE 23 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 25 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 26 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

ARTICLE 27 - PENALITES

27.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

27.2 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :





Marché n° PROJET B24-05561-AM

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- Cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Fait à Saclay,

En deux exemplaires originaux,

Pour le CEA,

Signature :

Date :

Pour le Titulaire,

Signature :

Date :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Suivi médical

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,

- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



ANNEXE 2 - MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

FDMDP N° ...		
Marché n°4000		Titulaire :
Référence de la spécification technique du CEA :		Référence du devis du Titulaire :
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

